

Lors d'une table-ronde organisée par „La vie nouvelle“ à l'occasion du Festival de l'immigration le samedi 17 mars 2007, le ministre Nicolas Schmit s'est exprimé pour une régularisation de façon régulièrement répétée des „sans papiers“.

Le ministre a lancé une question rhétorique à la salle: quoi d'autre aurait pu faire le gouvernement espagnol en présence de milliers de personnes sans papiers qui avaient trouvé un travail, qui étaient donc indispensables pour l'économie espagnole, que de proposer une régularisation?

L'ASTI ne peut qu'applaudir les dires du ministre. Une régularisation „one shot“ ne faisait de sens que si le cadre légal menant aux „sans papiers“ eut été modifié. Or, nous en sommes toujours à la législation de 1972. Nous avons vu en 2001 des personnes qui ne tombaient pas sous les critères très restrictifs de la régularisation. Nous avons vu des employeurs craintifs devant des remboursements d'arriérés de cotisations sociales et donc refusant les certificats à leurs employés. Il ne s'agit pas d'énumérer encore une fois tous les aléas de la régularisation de 2001. Avant de regarder de l'avant, nous ne voudrions pas manquer d'évoquer notre campagne, soutenue par d'autres associations et syndicats des „30 mois, égal légal“ et sa chaîne humaine rassemblant plus de 2.000 personnes entre le ministère du travail et celui de la justice, alors en charge des permis de séjour et des permis de travail le 17 mai 2003. Tout comme nous voudrions évoquer la lettre ouverte adressée au premier ministre le 9 mai 2006 pour offrir une perspective aux demandeurs d'asile déboutés, elle aussi signée par les syndicats et des associations d'immigrés.

Il n'y a plus lieu d'expliquer en long et en large le pourquoi d'une régularisation des sans-papiers. Les concernés vivent une vie „d'esclaves invisibles“, les employeurs sont dans l'illégalité tout en ayant besoin de cette main-d'œuvre, les syndicats refusent d'accepter le travail au noir concurrençant les contrats collectifs légaux et le Luxembourg ne peut durablement accepter une société parallèle qui ne peut qu'à la longue sombrer dans le criminel.

Nous soutenons donc le ministre dans ses dires, et nous lui proposons notre collaboration dans la rédaction des critères de régularisation. La mise en place d'une nouvelle loi réglant l'entrée et le séjour est l'occasion d'une mise à zéro des compteurs, d'une mesure d'humanité ou si vous préférez une sorte d'amnistie.

**Le conseil d'administration de l'ASTI**

# Die etwas andere Ökonomie



Foto: Pierre Matgé

Das INEES-Seminar, auch ein Weiterbildungskurs für Akteure und Sympathisanten der Solidarwirtschaft, gestern Morgen in der „Al Schoul“

Lucien Montebrusco

**Geschichte und Rolle der Solidar- und Sozialwirtschaft haben die Teilnehmer des Seminars beschäftigt, das gestern in der „Al Schoul“ in Remich stattfand. Organisator war das „Institut européen pour l'économie solidaire“.**

Die Unternehmen der Solidar- und Sozialwirtschaft springen dort ein, wo traditionelle Firmen wenig Interesse zeigen, sei es, weil die Arbeiten für sie uninteressant oder wenig profitabel sind. In der Zwischenzeit sind derlei Unternehmen auch in Luxemburg ein Begriff. Sie errichten oder restaurieren im Auftrag von Gemeinden Kinderspielflächen oder öffentliche Parks, betreiben Internetstuben oder verrichten kleine Handwerksarbeiten für ältere Personen.

**„Economie sans but lucratif“**

Solidar- und Sozialwirtschaft kann und sollte ihren Befürwortern zufolge nicht auf ihre Rolle als Betreuer von Arbeitslosen oder schwer auf dem Arbeitsmarkt zu integrierende Personen beschränkt werden. Ihre Grund-

philosophie ist die einer anderen Ökonomie, die nicht auf den Profit setzt, sondern den Menschen im Mittelpunkt stellt.

Claude Wehenkel, Leiter des „Centre de recherche public Henri Tudor“, und Moderator einer Gesprächsrunde anlässlich eines Seminars über Solidarwirtschaft gestern Morgen in der Remicher „Al Schoul“, ordnete die Solidarwirtschaft in den Bereich „Economie sans but lucratif“ ein. Ähnlich der Arbeit in öffentlichen Forschungseinrichtungen. Den immer wieder erhobenen Vorwurf der „deyalen“ Konkurrenz gegenüber dem Privatssektor bezeichnete er als „Farce“.

Dass der Gedanke eines menschenzentrierten Wirtschaftens nicht neu ist, führten namhafte Kenner der Solidarwirtschaft an, die das „Institut européen d'économie solidaire“ (INEES) zur Veranstaltung gestern verpflichten konnte.

Erste Versuche, Menschen in Lebensgemeinschaften zu organisieren, um gemeinsam zu wirtschaften, habe es bereits vor der Industrialisierung gegeben, so Dr. Isidor Walliman, Professor an der Fachhochschule Nordwestschweiz. Die sozialistische und anarchistische Bewegung in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts sei ein weiterer Versuch ge-

wesen, dem Kapitalismus andere Formen des Wirtschaftens entgegenzustellen.

Das Wiederentdeckung der Solidarwirtschaft heute führte Jean-Louis Laville, Professor am „Conservatoire national des arts et métiers“ (CNAM) darauf zurück, dass das Zusammenspiel von Markt und Sozialstaat die gesellschaftlichen Probleme nicht mehr umfassend lösen könne. Man befände sich derzeit in einem Umfeld, in dem nach einer neuen Definition des Begriffs Ökonomie gesucht werde.

Nach Ansicht von Laville müsse der Ökonomie ihre ursprüngliche Rolle zurückgewiesen werden: den Menschen zu nutzen im Respekt der Umwelt.

**„Ökonomische Selbsthilfe“**

Wer die Akteure der Solidarwirtschaft sind und wie sie arbeiten, schilderte Dr. Karl Birkhöfer, Leiter der Interdisziplinären Forschungsgruppe Lokale Ökonomie an der Technischen Universität Berlin. In die Solidarwirtschaft stiegen Bürger ohne finanzielles oder physisches Kapital ein. Sie verfügten lediglich über ihre Arbeitskraft. Die Solidarwirtschaft sei demnach eine öko-

nomische Selbsthilfe. Gelingen würden diese Initiativen, weil auf Profit verzichtet werde, das heißt die private Aneignung des produzierten und realisierten Überschusses.

Finanzieren würden sich derlei Unternehmen aus dem Erlös der verkauften Güter und Dienstleistungen sowie aus öffentlichen Zuwendungen, da sie soziale Dienstleistungen erbringen würden. Hinzu käme unbezahlte Arbeit durch Drittpersonen z.B. Nutznießer der Dienstleistungen.

Ohne die Bedeutung der Solidarwirtschaft schmälern zu wollen, warf Jean-Claude Reding, OGB-L-Präsident, in diesem Zusammenhang die Frage auf, ob der Staat sich nicht seiner Verantwortung entledige, indem er die Lösung gesellschaftlicher Probleme auf die Solidarwirtschaft abwälze. Die Sozialwirtschaft dürfe nicht ein Sektor für sozialen Beistand sein.

Was Solidarwirtschaft konkret heißt, hatte Henri Kox, Schöffe der Gemeinde Remich, zu Beginn des Seminars mit einigen konkreten Beispielen illustriert. So sei mit Hilfe des „Objectif Plein Emploi“ u.a. ein Schulgarten instand gesetzt worden. Gearbeitet werde nun an dem Projekt eines Fahrradverleihs für die Besucher des Moselstädtchens.

Les nouvelles propositions de la Commission européenne

## De très fortes réserves syndicales sur la „flexicurité“

À l'occasion du Cinquantenaire du Traité de Rome, John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), a rappelé que le Traité de Rome ne visait pas explicitement la création d'une Europe sociale, mais contenait déjà une disposition sociale de taille pour l'emploi, celle concernant l'égalité de rémunération. L'article 119 du Traité établissait le principe d'un „salaire égal pour un travail égal“ qui constituait la base pour le développement d'un acquis communautaire important, celui de

l'égalité entre les hommes et les femmes. Le marché commun tel qu'établi en 1957 a créé entre les premiers six Etats membres une situation que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de „gagnant-gagnant“.

Or, aujourd'hui, 50 ans plus tard, les syndicats européens, qui ont toujours soutenu la construction européenne, sont de plus en plus alarmés par le cours qu'a pris cette construction, note le secrétariat européen commun de la CGT-L (OGB-L/FNCTIFEL) et du LCGB.

Les hauts responsables de l'Union européenne veulent dans un prochain temps regagner la confiance des citoyens et travailleurs européens en précarisant toutes les conditions de travail, partout en Europe, et ce au nom d'un nébuleux concept appelé „flexicurité“.

En mettant en cause notamment les clauses „trop protectrices“ du contrat de travail standard, le contrat à durée indéterminée, la Commission non seulement met en question les textes fondateurs de l'Organisation in-

ternationale du travail (OIT), mais elle risque de se mettre à dos tous les citoyens de l'Union européenne.

Les syndicats luxembourgeois mettent en garde le gouvernement luxembourgeois contre la tentative éventuelle de suivre la Commission dans ses démarches actuelles en matière de „flexicurité“. Le Conseil des ministres doit prendre ses responsabilités et stopper cette Commission Barroso qui se comporte comme un super lobby du patronat européen.

Plus alarmés que jamais, les syndicats, en particulier ceux des pays fondateurs de la communauté européenne, réclament aujourd'hui que les belles paroles des dirigeants politiques sur la construction de la dimension sociale de l'UE soient suivies d'actes concrets et non d'actes contradictoires.

Les syndicats européens n'accepteront pas qu'au nom de la „flexicurité“ le droit du travail soit assoupli et que les protections juridiques des travailleurs soient démantelées.